



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Catalogue de formations juridiques

Passerell accompagne les personnes exilées vulnérables, et plus particulièrement les demandeur·euses, bénéficiaires et débouté·es de la protection internationale, dans l'exercice de leurs droits. L'association a construit une expérience et une expertise unique en la matière en combinant l'accompagnement individuel et un travail de veille jurisprudentielle, de recherche et de plaidoyer. L'activité de formation à l'attention des praticiens développée ces dernières années est le complément logique de ces missions.

Passerell est agréée comme organisme de formation par le Ministère de l'Education nationale et par le Barreau de Luxembourg. Nous proposons des formations pour donner aux professionnel·les de terrain les outils nécessaires pour informer et accompagner les demandeur·euses et bénéficiaires de protection internationale (DPI et BPI) et d'autres profils de migrantes vulnérables, dans leurs démarches administratives et juridiques. Les modules tiennent compte des problématiques constatées sur le terrain et des développements juridiques et jurisprudentiels récents.

Chaque module de formation comprend des éléments interactifs (cas pratiques en petits groupes, questions-réponses...). Nos propositions sont modulables en fonction des besoins et des retours des participant·es. Chaque participant·e peut choisir de suivre un seul ou plusieurs modules.

Les formateur·rices ont chacun·e plusieurs années d'expériences complémentaires en matière d'accompagnement de personnes exilées.



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Liste des formations*

CHAPITRE 1 – DROIT D'ASILE ET DROIT DES ETRANGERS

Module 1 - Problématiques transversales dans l'accompagnement des demandeurs d'asile :
accueil, assistance judiciaire, procédures (2 parties) pp. 4-5

Module 2 – Le regroupement familial p. 6

Module 3 – Les mineurs non accompagnés et le rôle de l'administrateur ad hoc p.7

Module 4 – Le règlement « Dublin III » et l'irrecevabilité – notions et approfondissements p.8

Module 5 – Vulnérabilités et exil : articulation du droit des étrangers et des différentes
situations administratives avec des vulnérabilités spécifiques p.9

Module 6 – La protection apportée par les droits fondamentaux pour les migrants : focus sur
la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention d'Istanbul (2 parties) pp.10-11

Module 7 – Les changements apportés par le Pacte Asile & Migration au Luxembourg p.12

CHAPITRE 2 – LA PROTECTION APPORTEE AUX FEMMES ET FILLES MIGRANTES VICTIMES DE VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE

Module 8 – L'articulation entre la Convention d'Istanbul et la Convention de Genève p.13

Module 9 – La violence domestique dans le contexte migratoire p.14

Module 10 – La protection des enfants victimes de violence basée sur le genre dans le contexte
de la migration et de l'asile p.15

Module 11 – Les mutilations génitales féminines p.16

CHAPITRE 3 – L'APPLICATION DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX AU LUXEMBOURG

Module 12 – Introduction à la Charte des droits fondamentaux : grands principes et
application au Luxembourg p.17

Module 13 – Vers une protection effective des droits consacrés par la Charte p.18

** Ces modules sont adaptables selon vos besoins. Nous pouvons vous proposer des formations personnalisées.*



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Tarifs HTVA*

Module 1 ou 6 réparti en deux sessions (deux demi-journées – 8h)

De 1 à 15 personnes : 300 € par personne

A partir de 16 participant·es du même organisme : 240 € par personne

Module 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 ou 13 à la demi-journée (4h)

De 1 à 15 personnes : 200 € par personne

A partir de 16 participant·es du même organisme : 160 € par personne

Lieu, dates de formation et modalités pratiques

Nous pouvons organiser les formations dans nos bureaux situés au 4 rue Mathias Hardt L-1717 Luxembourg s'il s'agit d'un petit groupe ou nous déplacer dans vos locaux pour les plus grands groupes.

Nous fixons et adaptons les dates de formation selon les disponibilités et les besoins des participant·es. N'hésitez pas à prendre contact avec nous pour en discuter.

** Ces tarifs sont des forfaits de base à valeur indicative. N'hésitez pas à nous contacter. Passerell est assujettie à la TVA. Elle sera facturée après prestation des formations.*



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

CHAPITRE 1 – DROIT D'ASILE ET DROIT DES ETRANGERS

Module 1.1 – Problématiques transversales dans l'accompagnement des demandeurs d'asile : accueil, assistance judiciaire, procédures Partie I

Les grandes sources juridiques concernant l'asile

Eléments de terminologie : de qui parle-t-on ? (« réfugié », « demandeur », « bénéficiaire » de
la protection internationale, la distinction par rapport à d'autres catégories de migrants)

Hierarchie des normes et textes de référence

Définitions des critères pour prétendre au statut de réfugié ou à la protection subsidiaire

DPI et mesures d'accueil

Les grandes étapes de la procédure d'asile

Ouverture et retrait des droits aux mesures d'accueil

La jurisprudence de la CJUE sur les conditions matérielles d'accueil

La « crise de l'accueil » au Luxembourg

Cas pratiques

DPI et assistance judiciaire

Commencement et extinction des droits

DPI et assistance judiciaire : le formulaire

Fonctionnement de l'assistance judiciaire

Les devoirs de l'avocat, les droits du client

QCM de compréhension, échange questions/réponses

Création d'une fiche pratique



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 1.2 – Problématiques transversales dans l'accompagnement des demandeurs d'asile : accueil, assistance judiciaire, procédures Partie II

Procédure de demande de protection internationale : quels sont les droits procéduraux des
demandeurs ?

Tolérance sol luxembourgeois
Droit à un examen approprié
Interprétation
Accès au marché du travail
Différentes procédures et voies de recours

Cas pratiques

L'examen de la demande de protection internationale au fond

La vulnérabilité comme levier
L'évaluation de la crédibilité
Formation des agents & statistiques

Cas pratiques

La fin de la procédure

Obtention du statut : droits conférés par la protection internationale
Les possibilités pour les débouté-es de la protection
Les statuts de tolérance : sursis et report à l'éloignement

QCM de compréhension / échange de questions-réponses

Création d'une fiche pratique



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 2 – Le regroupement familial

La procédure de regroupement familial

Rappel du cadre juridique au niveau international, européen et national
Temporalité et modalités du droit au regroupement pour les BPI
Définition d'un-e membre de famille : une notion extensible ?
Le rôle de l'avocat
Risques et effets d'une procédure contentieuse
Focus BPT

Cas pratiques

Les droits de la personne regroupée

Logement, travail, santé, éducation, aides sociales : commencement et extinction des droits
Autorisation de séjour temporaire, adresse de résidence et notion de vie familiale effective
Articulation entre droits de l'enfant et regroupement familial
Accès à la procédure de protection internationale pour un-e membre de famille d'un-e BPI
Cas exceptionnels : autorisation de séjour pour raison privée, membre de famille déjà
bénéficiaire d'une protection au sein de l'UE

Création d'une checklist des pièces nécessaires pour introduire une demande de
regroupement

QCM de compréhension / échange de questions-réponses



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 3 – Les mineurs non accompagnés et le rôle de l'administrateur ad hoc

Introduction

Enjeux humains et juridiques autour des mineurs non accompagnés
Définition d'un MNA et limites actuelles posées par la pratique
La protection de l'enfant dans les textes de droit

La protection de l'enfant non accompagné dans la procédure

La représentation du MNA
Nomination de l'administrateur public
Désignation de l'administrateur ad hoc
Le MNA et la définition de l'Etat membre responsable de sa DPI
Les garanties procédurales lors de l'examen d'une DPI
Le droit de l'enfant d'être entendu

Cas pratiques

Les défis à relever pour l'administrateur ad hoc, l'administrateur public et le MNA

Articulation entre le rôle de l'administrateur public et l'administrateur ad hoc : quelles limites ?

Le respect de la présomption de minorité et l'évaluation de l'âge
La détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant
Ouverture du droit au regroupement familial et limites dans la pratique actuelle
La question des MNA « disparus »
Le signalement au juge dans l'intérêt de l'enfant

Cas pratiques

Quelle protection de l'enfant non accompagné en dehors de la procédure d'asile ?

Constats et effets pervers de la pratique actuelle : enfants en errance, mesures privatives de liberté
Pistes de réflexion et d'amélioration

QCM de compréhension / échange de questions-réponses

Création d'une fiche pratique



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 4 – Le règlement « Dublin III » et l'irrecevabilité – notions et approfondissements

« Règlement Dublin III » : équilibre périlleux entre rapidité des procédures et protection des individus

Genèse et esprit du règlement Dublin III
Critères de détermination de l'Etat membre responsable
Etapes et délais de la procédure
Voies de recours
Modalités de transfert
Cessation de responsabilité

Cas pratiques

Problématiques récurrentes et développements récents

Droits procéduraux
Risque de traitements inhumains ou dégradants en cas de transfert
Restriction de liberté dans l'attente d'un transfert
Rôle et fonctionnement de la maison-retour et du centre de rétention
Points de blocage : respect de la présomption de minorité et du droit au respect de la vie privée et familiale
Evolution récente de la législation et jurisprudence

Cas pratiques

L'irrecevabilité

Dans quels cas l'administration peut-elle prendre une décision d'irrecevabilité?
Voies de recours et chances de succès
Jurisprudence pertinente

QCM de compréhension / échange de questions-réponses

Création d'une fiche pratique



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 5 – Vulnérabilités et exil : articulation du droit des étrangers et des différentes situations administratives avec des vulnérabilités spécifiques

Tour d'horizon des différentes situations administratives et leurs effets

Terminologie : de qui parlons-nous ?

Les grandes étapes de la procédure de protection internationale

Les débouté-es de la protection internationale : obligation de quitter le territoire et tolérances

La situation irrégulière

Autres titres de séjour et droits conférés

Une vulnérabilité « administrative » particulière : l'apatridie

Débouté-es de l'asile : existe-t-il une régularisation par le travail ?

Cadre légal de la régularisation

Cas particuliers pour certaines nationalités

Etapas à respecter pour obtenir une autorisation de travail

Cas pratiques

Articulation de la législation sur l'asile avec les vulnérabilités

De quelle vulnérabilité parle-t-on ?

Comment faire reconnaître sa vulnérabilité ?

Limites de la procédure au Luxembourg

QCM de compréhension / échange de questions-réponses

Création d'une fiche pratique



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

**Module 6.1 – La protection apportée par les droits fondamentaux pour les
migrants : focus sur la Convention relative aux droits de l'enfant et la
Convention d'Istanbul
Partie I**

Introduction

Les principes directeurs du droit international et leur applicabilité au Luxembourg
Pourquoi un focus sur ces textes en particulier ?

La Convention internationale relative aux droits de l'enfant : principes et effets au
Luxembourg

Genèse du texte et adoption par le Luxembourg
Intérêt supérieur de l'enfant
Droit de l'enfant de vivre avec ses parents
Droit de l'enfant d'être entendu

Cas pratiques

La mise en application de la Convention sous l'angle de l'exil

Regroupement familial : refus de regrouper les parents pour certains enfants
MNA : tutelle, administrateur ad hoc et représentation de l'enfant
Procédure : prise en compte de la parole de l'enfant dans les récits d'asile
Commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur : fonctionnement et lacunes
Détermination de l'âge et présomption de minorité
Rétention et détention de mineur-es exilé-es
Hors asile : quelle protection pour les enfants exilés ?

Cas pratiques

Avancées récentes en matière de droits de l'enfant au Luxembourg

Juridictions administratives : analyse des jurisprudences récentes
Evaluation et saisine du comité des droits de l'enfant : améliorations envisageables

QCM de compréhension et échange de questions / réponses



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 6.1 – La protection apportée par les droits fondamentaux en droit d’asile : focus sur la Convention relative aux droits de l’enfant et la Convention d’Istanbul Partie II

Introduction

Définition des termes : violence domestique et violence fondée sur le genre
Prévention et lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique : genèse
du texte et adoption par le Luxembourg

Cas pratiques

La Convention d’Istanbul : principe et effets au Luxembourg

Principes généraux liés à la violence domestique
Délivrance d’un permis de séjour autonome pour victimes de violence domestique
Reconnaissance de la violence fondée sur le genre comme motif de persécution au sens de la
Convention de Genève
Interprétation sensible au genre des critères de la Convention de Genève
Procédure d’asile sensible au genre

Cas pratiques

Mise en œuvre au Luxembourg : entre forces et lacunes pour les personnes exilées

Etude de cas – pratiques administratives actuelles : mariage forcé, mutilations génitales
féminines, crimes d’honneur et violence domestique particulièrement grave
Titre de séjour pour violence domestique : conditions d’octroi restrictives et absence de
statistiques
Réticence des juges à appliquer la Convention

Cas pratiques

Conclusion

Mécanisme de suivi et visite au Luxembourg : améliorations envisageables
Bonnes pratiques dans les autres Etats signataires

QCM de compréhension et échange de questions / réponses



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 7– Les changements apportés par le Pacte Asile & Migration au Luxembourg

Introduction

Un renforcement accru du contrôle des frontières extérieures de l'UE : filtrage et procédures à la frontière

Personnes concernées par le filtrage et mise en œuvre au Luxembourg
Nouvelle procédure à la frontière : personnes concernées, délais et voies de recours
Le retour dans le cadre du nouveau pacte
Nouveaux mécanismes nationaux de suivi pour contrôler le respect des droits fondamentaux

Cas pratiques

Solidarité entre Etats membres et responsabilité de l'examen d'une demande : vers une continuité de la procédure Dublin

Nouveau mécanisme de solidarité : un partage de l'accueil des exilés en Europe pas forcément plus équitable
Contributions des Etats possibles : relocalisation, envoi d'argent ou transfert de personnels et/ou de matériels
Nouveaux critères de responsabilité pour déterminer l'Etat membre responsable
Une procédure plus rapide avec moins de marge de manœuvre pour les Etats jugés responsables
Voies de recours et risques de traitements inhumains et dégradants

Cas pratiques

Procédure et mesures d'accueil

Elargissement des conditions matérielles d'accueil
Possibilité de limiter l'accès aux conditions matérielles d'accueil pour les personnes ne se trouvant pas dans le « bon » Etat
Quelle définition et importance donnée à la vulnérabilité ?
Fin de l'effet suspensif dans la plupart des voies de recours
Accès à l'assistance judiciaire

Cas pratiques

Conclusion

Invitation au questionnement sur l'implication directe de ces nouveaux textes pour les exilé-es au Luxembourg et la façon dont les autorités les mettront en œuvre



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

CHAPITRE 2 – LA PROTECTION APPORTEE AUX FEMMES ET FILLES MIGRANTES VICTIMES DE VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE

Module 8 – L'articulation entre la Convention d'Istanbul et la Convention de Genève

Introduction à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte
contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Chiffres et état des lieux
Définition de la violence basée sur le genre
Présentation de la Convention d'Istanbul
Mise en œuvre au Luxembourg

Cas Pratiques

Les violences à l'égard des femmes, la violence domestique et l'asile : l'articulation
entre la Convention d'Istanbul et la Convention de Genève

Rappel des différents types de protection
La demande d'asile fondée sur le genre
Mise en œuvre au Luxembourg

Cas Pratiques



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 9 – La violence domestique dans le contexte migratoire

Introduction sur la violence domestique – définition et approche intersectionnelle

Définition de la violence domestique

Débat autour de la violence domestique dans le cadre de la migration

L'obligation de non-discrimination

Cas Pratiques

Le cadre légal pour la protection des victimes de violence domestique – échelles
internationale et nationale

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

CEDH

Convention d'Istanbul

Cas Pratiques

Les mesures protectrices spécifiques aux femmes migrantes et exilées - des solutions
à une dépendance administrative entre conjoints

Les conséquences en cas de séparation sur le titre de séjour

L'autorisation de séjour spécifique à la victime de violence domestique

Les obstacles à l'obtention d'un titre de séjour autonome

Les demandes d'asile fondées sur la violence domestique au Luxembourg

Cas Pratiques

Développements en Europe et bonnes pratiques

Développements jurisprudentiels récents à la CJUE

L'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 10 – La protection des enfants victimes de violence basée sur le genre dans le contexte de la migration et de l'asile

Introduction : pourquoi s'intéresser à l'enfant dans le contexte de la migration ?

Le cadre légal pour la protection de l'enfant migrant, demandeur ou bénéficiaire de la
protection internationale

Protection de la jeunesse au niveau européen et au niveau luxembourgeois
Protection spécifique dans le cadre de l'asile
Présentation des différents acteurs impliqués

Présentation de deux cas d'études : réflexion en groupe sur les mesures de protection



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 11 – Les mutilations génitales féminines

Définition et état des lieux

Chiffres au niveau mondial
Risques pour les résidentes au Luxembourg
Fausses croyances autour des MGF
Conséquences

Mutilations génitales féminines et protection internationale : cadre légal et cas d'étude

Les MGF comme acte de persécution
Les MGF comme atteinte grave
Reconnaissance d'un groupe social particulier : conséquences sur la procédure et l'accueil au
Luxembourg
L'intérêt supérieur de l'enfant

Cas Pratiques

Les mutilations génitales féminines : quels risques et quelle protection au sein de l'Union européenne ?

Les MGF en tant qu'infractions pénales
Le chemin vers l'inscription des MGF dans la législation luxembourgeoise
La protection de l'enfance
Le principe d'extra-territorialité
Les obligations des professionnels : levée du secret professionnel
Les obligations de tous les citoyens

Cas Pratiques



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

CHAPITRE 3 – L'APPLICATION DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX AU LUXEMBOURG

Module 12 – Introduction à la Charte des droits fondamentaux : grands principes et application au Luxembourg

Introduction à la Charte des droits fondamentaux

Genèse
Présentation des principales caractéristiques
Principes d'application de la Charte

La Charte dans le paysage luxembourgeois des droits humains

La jurisprudence des tribunaux luxembourgeois
Intégration dans l'ordre juridique luxembourgeois

Cas Pratiques

La Charte et les autres textes internationaux de protection des droits humains

Liens avec la CEDH, la Convention d'Istanbul ou encore la Convention relative aux droits de l'enfant
Implications pratiques de ces liens

Cas Pratiques



Association agréée par le Barreau
pour la dispense de formations dans le cadre du règlement
sur la formation permanente du Barreau de Luxembourg

Agréée par le Ministère de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse comme organisateur de cours de
formation professionnelle continue

Module 13 – Vers une protection effective des droits consacrés par la Charte

La Charte devant les institutions et les juridictions luxembourgeoises

Articulation entre Charte et droit luxembourgeois
Implication devant la Cour constitutionnelle
Intégration dans un cadre non-contentieux
Le droit à une protection juridictionnelle effective

Cas Pratiques

Le renvoi préjudiciel devant la Cour de justice de l'Union européenne

Fonctionnement et caractéristiques du renvoi préjudiciel
Mise en application au Luxembourg
Jurisprudence pertinente

Cas Pratiques

La Charte dans les stratégies contentieuses de défense des droits humains

Valeur ajoutée des stratégies individuelles et collectives de défense des droits humains